

PETER GUMBEL

ÉLITE ACADEMY

*Enquête sur la France
malade de ses grandes écoles*



DENOËL
IMPACTS

Extrait de la publication

Élite Academy

DU MÊME AUTEUR

French Vertigo, Grasset, 2006.

On achève bien les écoliers, Grasset, 2010.

Peter Gumbel

Élite Academy

Enquête sur la France malade
de ses grandes écoles



«Faites-moi des régents, et non pas
des littérateurs, de beaux esprits, ou des
chercheurs et inventeurs.»

NAPOLÉON,
cité par Hippolyte Taine dans
Les Origines de la France contemporaine.

Les fils de rien

Les premiers endeuillés se rassemblèrent tout autour de la place Saint-Sulpice vers midi et attendirent patiemment derrière les barrières érigées par la police. Ils portaient des paniers en osier remplis de lys, ou avaient plus simplement accroché une rose blanche à leur boutonnière. Une fois entrés dans l'église, ils remplirent rapidement les deux mille huit cents sièges. Ceux arrivés plus tard durent s'entasser dans les allées. Il manquait encore de la place. Dehors, sous un vent froid d'avril, quelques centaines de personnes écoutaient la retransmission de la cérémonie par des haut-parleurs.

Le corbillard arriva peu après 15 heures. Six porteurs soulevèrent le cercueil. Il contenait la dépouille de Richard Descoings, le charismatique et très controversé directeur de Sciences Po, retrouvé mort, à cinquante-trois ans, huit jours auparavant dans sa chambre d'hôtel à New York. Après avoir hissé le cercueil sur leurs épaules, ils montèrent, l'air grave, les marches du portique, passèrent par les doubles portes de l'église et descendirent la nef. Sa veuve, le visage recouvert d'une voilette noire, les suivait chancelante en s'appuyant sur le bras d'un ami.

D'immenses portraits de Descoings étaient suspendus à côté de l'autel et sur les colonnes du portique extérieur. Prises par un photographe la veille de sa mort, ces photos le montraient plongé dans une conversation, les yeux cerclés de fatigue mais toujours vifs, les mains tendues devant lui de façon expressive. Icônes géantes, culte de la personnalité.

Debout au fond de l'église, j'observais la scène avec des sentiments partagés. Enseignant à Sciences Po depuis 2005, j'avais travaillé étroitement avec Richard Descoings pendant les cinq derniers mois de sa vie, en tant que directeur de la communication de l'institution. Ce fut une expérience étrange et stressante. Alors embourbé dans un scandale mettant en cause sa gestion de l'établissement, son humeur était devenue maussade et il s'était beaucoup renfermé sur lui-même. Si bien qu'il était devenu presque impossible de travailler avec lui. L'équipe de Sciences Po, qui l'avait si longtemps vénéré, se retournait contre lui. Le monde extérieur, qu'il avait avidement courtoisé, prenait ses distances, embarrassé.

Puis d'un coup, toute la crise sembla être oubliée. Sa mort déclencha une vague d'émotion populaire d'ordinaire réservée aux personnalités du show-biz. Dans la nuit suivant l'annonce de son décès, le 3 avril 2012, une veillée improvisée rassemblant des centaines d'étudiants eut lieu dans les locaux de Sciences Po au 27, rue Saint-Guillaume. Les jeunes gens allumèrent des bougies, exprimèrent leur désarroi sur Facebook ou encore griboillèrent quelques mots, qu'ils laissèrent sur des tables à tréteaux installées dans le hall d'entrée de l'école. Des

petits messages sur lesquels on pouvait lire : « Il était notre Dumbledore », allusion au directeur bienveillant de l'école des sorciers dans la série Harry Potter, ou encore : « Merci d'avoir changé ma vie. »

Un certain nombre de contradictions me frappèrent. L'homme que l'on enterrait s'était toujours présenté comme un anticonformiste, voire un quasi-hérétique. Et pourtant, voilà qu'on l'inhumait en grande pompe, au cours d'une messe catholique traditionnelle. À la tête d'une école qui est un lieu de passage presque obligé pour les jeunes loups ambitieux et qui a formé cinq des sept présidents français de la V^e République, il avait la réputation de mépriser la culture de l'élitisme et avait entrepris de changer la donne dans ce domaine. Mais, en parcourant son CV, on constate à quel point le statut était une chose importante pour lui : il tenta le concours de l'École nationale d'administration (ENA), non pas une fois mais trois, avant d'y être admis. Dans son éloge, le politologue Olivier Duhamel rendit hommage à la manière dont son ami Descoings s'était saisi de cette école « très largement réservée à l'élite économique ou intellectuelle, ou pour le dire clairement, aux fils de bourgeois, beaucoup, et aux fils de profs, un peu. Et qui l'a ouverte aux fils de rien, comme le chantait Jacques Brel ».

Cela n'empêcha pas le gratin de se rendre à ses obsèques. À Saint-Sulpice, j'aidai de nombreuses personnalités à trouver leur siège, parmi lesquelles : le maire de Paris, trois ministres, des représentants du monde de l'entreprise y compris Laurence Parisot, présidente du Medef, et de nombreux membres du Conseil d'État. Le président Nicolas Sarkozy comptait assister aux obsèques,

ce qui expliquait l'impressionnant dispositif de sécurité, mais au final il ne put trouver le temps, à quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle.

Comment expliquer ces contradictions ? Quelle était cette élite dont Descoings faisait clairement partie mais contre laquelle il avait œuvré ? Ses obsèques à Saint-Sulpice furent l'un des deux événements du printemps 2012 qui inspirèrent cet essai. Le deuxième eut lieu un mois plus tard : la défaite de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle.

Les deux hommes étaient très différents : Descoings était un habile intrigant, conseiller d'État, tandis que Sarkozy, connu pour son impatience, avait quitté Sciences Po sans même obtenir le diplôme de fin d'études. Pourtant, tous deux défendaient la même vision d'un pays plein de possibilités et d'une société dont la stratification sociale moins rigide valoriserait tous les talents. Une France dont l'élite dirigeante serait moins restreinte, moins prévisible et plus représentative de la population dans son ensemble. En résumé, une élite moins élitiste.

Tout comme Descoings avait cherché à dépoussiérer Sciences Po, Sarkozy avait essayé d'ouvrir et de réformer la haute administration. Son quinquennat fut frénétique et inégal, mais l'une des caractéristiques de cette période fut la série de batailles dans lesquelles il s'engagea et qu'il gagna parfois contre des groupes corporatistes figés sur leurs positions. Il s'efforça de nommer des jeunes femmes issues d'horizons différents à des postes importants. Ce fut notamment le cas de Rachida Dati, Jeannette Bougrab, Nora Berra ou encore Rama Yade.

En mars 2012, invité de l'émission *Parole de candidat*

sur TF1, Sarkozy avait décrit Richard Descoings comme un « homme remarquable » et avait comparé son action à la sienne :

J'avais en mon temps fait débat en parlant de la discrimination positive. Je sais que le mot avait choqué parce qu'il y avait le mot discrimination. Mais ce que je voulais dire par là, c'est qu'il y a des jeunes qui viennent de plus loin, donc qu'on doit aider davantage, et des jeunes qui viennent de moins loin ; autrement dit, l'égalité ce n'est pas donner la même chose à chacun, c'est donner plus à celui qui vient de plus loin et donner moins à celui qui vient de moins loin.

Et puis, soudain, tout s'arrêta. Descoings était décédé et Sarkozy éjecté, battu par un représentant assumé de l'élite française traditionnelle qu'il méprisait tant. Une fois diplômé du triplé gagnant Sciences Po, école des Hautes Études commerciales (HEC) et ENA, François Hollande avait débuté sa carrière à la Cour des comptes, l'un des cénacles les plus fermés et les plus puissants du pays. À peine installé à l'Élysée, il s'entoura d'hommes et de femmes qui avaient le même parcours que lui, notamment d'anciens camarades de l'ENA dont il était sorti diplômé en 1980. La réforme de l'État entreprise par Sarkozy fut abandonnée. D'un coup, il sembla que l'ancien ordre était rétabli. On avait voulu casser les murs mais on n'avait récolté que la poussière des plâtres.

L'émotion suscitée par la mort de Descoings elle aussi se dissipa très vite. Après la cérémonie à Saint-Sulpice, la presse ne tarda pas à remettre en cause son bilan global, en s'appuyant sur les fuites d'un rapport extrêmement critique de la Cour des comptes consacré à la gestion de

l'établissement. Une violente guerre de succession éclata et Sciences Po défraya la chronique pendant plusieurs mois. Ce n'est qu'en avril 2013, un an après la mort de Richard Descoings, que son successeur, Frédéric Mion, a finalement pris ses fonctions.

La disparition si rapide, à quelques semaines d'écart, de ces deux champions de la discrimination positive m'apparut comme un tournant important pour la société française. Depuis mon arrivée à Paris en 2002, en tant que correspondant du magazine américain *Time*, j'ai souvent été surpris par cette culture de l'élitisme omniprésente en France. Si elle est capable de produire un tout petit nombre de femmes et d'hommes aussi brillants que charmants qui constituent la classe dirigeante, elle laisse aussi la grande majorité de la population face à un sentiment de frustration, de démotivation et d'abandon.

Si la France était une émission de télévision, ce serait l'*Élite Academy*. Un concours âprement disputé où le gagnant serait celui ou celle qui ferait étalage de la plus grande intelligence. Pour le tout petit nombre de gagnants, la récompense est immense. Ce sont les esprits brillants pleins de confiance, et parfois d'arrogance, qui occupent les hautes sphères de la société : les ministres et les hauts fonctionnaires qui servent dans leurs cabinets, les PDG des grandes entreprises, les seigneurs du monde de la finance. Mais contrairement à la télé-réalité, la diversité des talents n'est pas valorisée : les vainqueurs ont tendance à se ressembler. Ils sont tous passés par les mêmes écoles, sont majoritairement issus des mêmes milieux sociaux et s'affrontent lors d'épreuves auxquelles on les a préparés depuis l'enfance. Malheureusement ce petit

jeu est néfaste pour la nation tout entière. Les heureux élus ne sont pas toujours ceux qui sont les mieux taillés pour le rôle qu'ils vont tenir, tandis que les perdants sont marqués à vie par leur échec. L'intégralité de la compétition est viciée.

Cette situation pourrait-elle changer ? Descoings et Sarkozy en étaient certainement persuadés, et tous deux avaient leur idée sur la manière d'y parvenir. Chacun à sa façon, ils avaient mis en œuvre des réformes dont ils espéraient qu'elles forgeraient une nouvelle élite plus ouverte. Leurs idées furent aussi farouchement contestées qu'encouragées. Mais quel fut leur réel impact ? Et maintenant que tous deux sont partis, que vont devenir leurs projets ?

Les élites françaises sont une obsession nationale qui a fait l'objet d'innombrables études. Dans le monde universitaire, ce n'est pas un hasard si deux géants français des sciences sociales se sont précisément penchés sur cette question, Pierre Bourdieu et Michel Crozier. La thèse de Bourdieu sur la reproduction des élites et les recherches de Crozier consacrées au fonctionnement de la bureaucratie sont aujourd'hui de grands classiques, au programme de tous les cursus universitaires en sociologie. Que reste-t-il donc à dire sur le sujet ?

Cet essai se penche sur les élites françaises en adoptant un double regard. Je me suis appuyé sur mes dix ans d'expérience en tant que journaliste en France pour aborder un certain nombre de questions fondamentales du point de vue d'un observateur étranger : en quoi les élites françaises sont-elles différentes de leurs homologues étrangères ? Leurs résultats sont-ils meilleurs ou

pires ? Et plus particulièrement, quel est l'impact sur la vie quotidienne des Français de cette culture de l'élitisme qui trouve son accomplissement ultime dans les grandes écoles ?

Le temps que j'ai passé à Sciences Po, en tant qu'enseignant et membre de l'administration, m'a aussi permis d'observer de l'intérieur l'un des piliers de ce système. Je fus témoin de la crise qui a secoué l'institution, mais aussi des changements profonds d'un établissement qui pendant cent quarante ans a éduqué les dirigeants français. Des changements qui auront d'importantes conséquences sur la génération qui sera aux commandes dans vingt ans.

Cet essai se veut le récit d'un voyage au pays des élites. Une modeste contribution au débat national sur ce que la France doit changer si elle veut retrouver son élan et garder son rang parmi les premières nations du monde.

La crème

Les Français adorent critiquer leurs élites. Ils les accusent de tous les maux et de leurs contraires : à la fois de détruire la langue française et de mal parler anglais, d'être monochromes mais aussi cacophoniques, d'être dans l'impulsion et en même temps dans l'immobilisme, d'être antiaméricains et atlantistes, néolibéraux et aveuglés par le socialisme, obsédés par l'Allemagne et suffisants à son égard. Leurs représentants ne rendent jamais de comptes, sont arrogants et en même temps indispensables. Ces grands idéalistes, serviteurs dévoués de l'État, ont pour objectif secret de faire de l'argent. Ils se protègent les uns les autres, mais sont dans une compétition terrible. Un de leurs parents est probablement prof. Ils sont sûrement tous francs-maçons. Dans les livres écrits à leur sujet, on les qualifie de « mandarins de la société bourgeoise », de « menteurs ». « Ces messieurs d'en haut » qui forment « l'oligarchie des incapables ».

Ces attaques au vitriol ne sont pas une spécificité française. Chaque nation a ses propres élites et, dans chaque pays où la liberté d'expression est respectée, celles-ci sont soumises au feu des critiques, à la polémique et aux

insultes. Aux États-Unis, les leaders politiques ont pendant longtemps été dénigrés comme étant uniquement WASP — *White Anglo-Saxon Protestants*. En Angleterre, la série télévisée *Yes Minister*, qui évoque la relation asymétrique entre un ministre et son directeur de cabinet intrigant, est l'une des productions les plus regardées de la BBC.

En France, pourtant, les polémiques suscitées par les élites font davantage de bruit, les critiques sont plus virulentes et la contre-attaque davantage empreinte de fermeté. Plus fondamentalement, la France se distingue des autres pays par la manière dont elle s'identifie, sélectionne et promeut celles et ceux qui rejoindront les hautes sphères de l'administration publique ou qui dirigeront les plus grandes entreprises. Cette exception française est en partie le fruit de l'histoire mais aussi celui de choix conscients faits en toute bonne foi. Cependant, à l'arrivée, les résultats ne sont pas toujours ceux que l'on imaginait.

En France, la discussion sur les élites se focalise très souvent sur les milieux sociaux dont sont issus ceux qui ont grimpé l'échelle sociale. On cherchera alors à savoir dans quelle mesure ils sont, ou non, représentatifs de la population prise dans son ensemble. Ce débat doit beaucoup à Pierre Bourdieu qui pointa dans plusieurs de ses travaux, parmi lesquels *Les Héritiers* (1964) ou encore *Noblesse d'État, grandes écoles et esprit de corps* (1989), la tendance des élites françaises à se reproduire.

Toutefois, si vous construisez un système méritocratique qui repose entièrement ou très largement sur les performances scolaires, comme l'a fait la France, il y a

peu de chances que ce système représente la population dans sa globalité. Si l'on replace le problème dans un contexte international, on voit bien que cette question des origines sociales est universelle : dans la plupart des pays, il existe une corrélation très nette entre le milieu socio-économique des jeunes et leurs performances scolaires. Plus les parents sont aisés et mieux leurs enfants réussissent à l'école¹. Pourquoi ? En partie parce qu'ils sont élevés avec le capital culturel et les codes sociaux qui les aident à réussir : enfants, on leur a lu des histoires au lit avant qu'ils s'endorment. Ils ont eu accès à la bibliothèque familiale, ont suivi des discussions sur l'actualité à la table du dîner, sont allés au théâtre, etc. En cas de difficultés à l'école, leurs parents ont les moyens de payer des cours particuliers.

Ce qui est surprenant, c'est que ce débat national si tourmenté en France n'ait pas abouti à une réforme du système. Ailleurs, notamment au Royaume-Uni et aux États-Unis, la question des origines sociales de l'élite a fait l'objet d'innombrables discussions débouchant sur de vrais changements.

La comparaison avec le Royaume-Uni est particulièrement parlante car, outre-Manche, il est primordial de savoir de quelle école vous venez. L'élite politique et financière britannique est depuis toujours passée par

1. Des études comparatives sur les différents systèmes scolaires dans le monde menées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) confirment ce lien. Aux États-Unis, plus les revenus du foyer d'un lycéen sont élevés, meilleurs seront ses résultats à l'examen d'admission à l'université, le SAT (pour *Scholastic Aptitude Test*). Une étude publiée tous les ans par le College Board, qui supervise ces tests, montre une nette corrélation entre les résultats aux examens et la richesse de la famille.

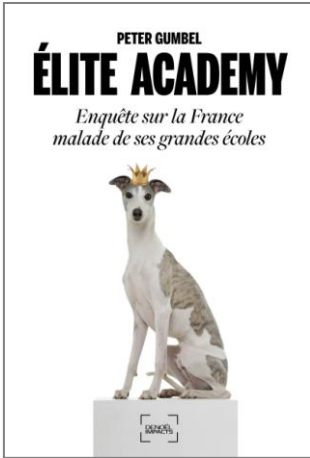
ce que l'on appelle les *public schools*, en réalité des pensionnats privés huppés où les familles riches scolarisent leurs fils (et plus récemment leurs filles), avant qu'ils poursuivent leurs études dans l'une des deux plus célèbres universités britanniques, Oxford ou Cambridge. Il s'agit d'une tradition fortement ancrée dans un pays où l'argent et les classes sociales ont longtemps prédominé : David Cameron, le Premier ministre actuel, est un pur produit de la classe privilégiée. Il est passé par Eton, la plus célèbre et la plus élitiste des écoles privées (40000 euros de frais de scolarité par an), avant de rejoindre les bancs d'Oxford.

La voie royale britannique est une véritable hérésie pour la méritocratie à la française, selon laquelle l'intelligence devrait prévaloir sur la naissance et sur la richesse. En effet, des générations de Français qui connaissent bien la société britannique jettent un regard mêlé de mépris et de moqueries sur ce système perçu comme injuste. André Maurois, dans son roman *Les Silences du colonel Bramble*, fait dire à l'un de ses personnages principaux, le major Parker : « Nous n'allons pas au collège pour nous instruire, mais pour nous imprégner des préjugés de notre classe sans lesquels nous serions dangereux et malheureux. »

Pourtant, penchez-vous de plus près sur la réalité de ces deux nations aujourd'hui et vous serez surpris. Au Royaume-Uni, l'accès aux plus hauts échelons de la société s'est démocratisé, permettant à un plus large échantillon de la population d'atteindre le sommet. Comparée à la situation dans l'Hexagone, où le système demeure quasi gelé, l'Angleterre d'aujourd'hui semble

Table

1. Les fils de rien	9
2. La crème	17
3. Trois surprises	39
4. « Une frustration persistante »	53
5. Monsieur le Directeur	71
6. Le phénomène du petit monde	88
7. La boîte de Pandore	108
8. Et pourtant elle tourne	131
9. Le millefeuille	149
10. Les élites dont la France a besoin	162
<i>Remerciements</i>	171



Élite Academy.

Enquête sur la France malade de ses grandes écoles

Peter Gumbel

Cette édition électronique du livre
Élite Academy. Enquête sur la France malade de ses grandes écoles
de Peter Gumbel
a été réalisée le 15 juillet 2013
par les Éditions Denoël.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782207114469 - Numéro d'édition : 246932).
Code Sodis : N53859 - ISBN : 9782207114483
Numéro d'édition : 246934.